



Visite d'une délégation de l'UIHJ au royaume du Lesotho (14 et 15 février 2006)

Le premier vice-président de l'UIHJ, Leo Netten, accompagné de Johan Fourie, membre du bureau, et de Robbie Schilz, délégué permanent de l'UIHJ pour l'Afrique australe, a rendu une visite officielle au Lesotho sur une invitation du conseil d'administration provisoire des shérifs du Lesotho, les 14 et le 15 février 2006.

Premier contact avec l'UIHJ

Arrivée en fin d'après-midi le 14 février 2006, la délégation a été invitée à un dîner par le Chief Justice Mahapela L. Lehohla. Ont participé à ce dîner, M. Thabane, ministre de communication, M. Metsing, vice-ministre de la justice, le Président du conseil d'administration provisoire des shérifs, M. T. Monapathi, Mme Hlajoane juge à la Cour suprême, Mme Lebotsa, secrétaire principale au ministère de la justice, ainsi que Mathinya Sesioana, secrétaire du conseil d'administration provisoire des shérifs.

Durant les conversations, il a été indiqué que le conseil ad hoc des shérifs, constitué au sein du ministère de la justice et présidé par M. Monapathi, est composé de six shérifs, d'un représentant de la Société juridique et du secrétaire. Les shérifs sont donc majoritairement représentatifs de ce corpus.

Il n'existe actuellement aucune association indépendante de shérifs adjoints et messagers de la cour au Lesotho. Le conseil d'administration provisoire des shérifs agit en tant que comité sous la présidence d'un juge de la Haute cour. Pendant les discussions de cet excellent dîner officiel, il a été fait référence au traité de l'Ohada, à la convention de La Haye du 15 novembre 1965 et à d'autres textes importants concernant les huissiers de justice sur un plan mondial.

Besoin désespéré d'un cadre professionnel pour les shérifs

La visite de la délégation menée par Leo Netten s'est déroulée le 15 février. La réunion a été ouverte par M. Monapathi, qui s'est référé au premier contact du royaume du Lesotho avec l'UIHJ quand il a suivi la conférence de Pretoria en février 2005. M. Metsing a prononcé un discours au nom de Moïse Masemene, ministre de la Justice, des droits de l'homme et des affaires constitutionnelles du royaume du Lesotho, qui était outre-mer pour une visite officielle.

Dans ce discours fourni, référence a été faite au besoin désespéré d'un cadre professionnel pour les shérifs adjoints du Lesotho. Les justiciables ont un manque de confiance dans les institutions judiciaires et le problème de l'exécution des décisions de justice est très aigu.

Durant sa présentation, M. Metsing a en effet fait allusion à la longue série d'allégations publiques concernant l'exécution illégale et frauduleuse des décisions de justice.

Il a été indiqué que certains cabinets juridiques ont parfois été accusés de s'arroger le patrimoine de personnes décédées et de présenter de fausses procédures.

Pour les Basotho (les habitants du royaume du Lesotho), les tribunaux sont perçus comme l'incarnation de la justice et de tout ce qui est juste et équitable, mais cette confiance a été trahie par le système judiciaire.

Une conférence s'était tenue en juillet 2004 sur le secteur de la justice au Lesotho, au cours de laquelle il avait été établi qu'il existait des obstacles sérieux à l'efficacité de la justice. Ces obstacles avaient profondément marqué l'opinion publique.

Le principal objectif du plan du secteur de la justice pour 2005/2006 est donc l'amélioration de l'exécution des décisions de justice.

Le Gouvernement du Lesotho est tellement concerné par l'inefficacité du secteur judiciaire qu'il a l'intention d'établir un bureau d'investigation chargé de faire un rapport sur les procédures illégales, frauduleuses et contraires à ce qui est prescrit par le Master de la Haute cour. Un avis public doit être publié dans les journaux après la visite de la délégation de l'UIHJ.

Le rapport de ce bureau est attendu pour le milieu de l'année 2006 à la suite de quoi, une commission d'enquête pourrait être constituée.

Dans le discours de clôture préparé par la ministre de la Justice, il a été rendu hommage au travail accompli par M. Monapathi, qui a œuvré sans relâche pour provoquer la session consultative et pour créer également une association de shérifs au Lesotho.

Problèmes universels

Après que ce discours prononcé au nom du ministre de la Justice, le président de la session, M. Monapathi, a invité Leo Netten à prendre la parole.

Le premier vice-président de l'UIHJ a mentionné que les problèmes soulevés par le ministre de la Justice sont en fait des problèmes universels qui sont identifiés comme étant la conséquence de la mondialisation et de la suppression des frontières. Il a souligné la nécessité de réformer régulièrement les lois et de l'absolue nécessité pour les communautés de respecter le processus judiciaire, incluant les juridictions, les magistrats, l'administration de la justice et également l'efficacité de l'exécution des décisions de justice.

Leo Netten s'est également référé aux principes universels en ce qui concerne les droits de l'homme pour l'application de la loi, concernant le droit au procès équitable dans un délai raisonnable, et au principe que les citoyens devraient pouvoir faire valoir leurs droits dans un délai raisonnable. Pour finir, Leo Netten a rappelé qu'un jugement qui ne peut pas être exécuté est un jugement inutile.

Le chef de la délégation de l'UIHJ a ensuite évoqué la signification transfrontière des actes et a prié Robbie Schilz de prendre la parole.

Le représentant permanent de l'UIHJ pour l'Afrique australe a rappelé la nécessité de décisions de justice claires et exécutoires, et de former les shérifs pour leur permettre d'exécuter ces décisions de façon efficace et effective.

Robbie Schilz a également évoqué la nécessité de créer une association indépendante des shérifs adjoints et messagers de la cour, et a conclu son intervention par une courte présentation des principes de la convention de La Haye du 15 novembre 1965 relative à la signification des actes à l'étranger en matière civile et commerciale.

Ensuite, Johan Fourie a évoqué la création de l'UIHJ en 1952, à l'adhésion de 65 Etats à cette organisation, et à son implantation en Europe de l'Est, en Asie



et en Amérique, ainsi que l'organisation et les objectifs de l'Ohada dans les pays francophones de l'Afrique.

Il a également traité des résolutions prises lors de la conférence de Pretoria en février 2005. La résolution concernant le recouvrement de créances a été reçue avec des sentiments mitigés. Les shérifs se montrèrent très intéressés par cette nouvelle activité qui pourrait leur permettre d'augmenter leurs revenus, tandis que du côté des représentants de la Société de droit, des autorités de police et des autorités locales, l'accueil fut plus réservé.

Le non-paiement endémique des honoraires

L'occasion a été donnée à Leo Netten d'approfondir certains sujets abordés la veille et il a mentionné une remarque faite par le Chief Judge, lequel avait fait référence à des conversations « la tête dans les nuages » alors qu'il attendait pour sa part des actions pratiques.

Leo Netten a alors indiqué que la cession consultative devrait réfléchir à une façon d'avancer de façon efficace.

M. Monopathi a alors mentionné certains problèmes, comme l'absence de loi uniforme concernant le fonctionnement des juridictions.

Mention a été également à nouveau faite des droits de l'homme. A cet égard Johan Fourie a évoqué la création possible d'un fonds de soutien, tout en admettant que la création d'une telle institution serait très difficile.

Le délégué permanent pour l'Afrique australe, faisant référence aux droits de l'homme, a déclaré que ce sujet conduisait à celui de la formation des shérifs après qu'un ensemble de règles aient été promulguées. La question des droits de l'homme pourrait alors être incluse dans la formation au moment où les droits, devoirs et obligations des pouvoirs des shérifs étaient discutés au cours de plusieurs séminaires de formation après que de telles règles aient été créées.

M. Monopathi a fait allusion aux plaintes de citoyens et de professionnels du droit par rapport à l'exécution des décisions de justice ou encore la signification des actes, et au fait que qu'il n'existe aucune structure permettant de traiter ces plaintes.

Il s'est également référé aux plaintes des Shérifs relativement au non-paiement endémique des honoraires au Lesotho.

Le président de la Société de droit du Lesotho a déclaré que, pour son institution, le manque de responsabilité était le cœur du problème. Il a ajouté que n'importe quelle réglementation dénoncerait l'inacceptable situation actuelle telle qu'elle existait pour les professionnels du droit. Il mentionna également que de nombreuses plaintes étaient déposées fréquemment et il a même été suggéré que, dans un certain nombre d'affaires, le retard dans l'exécution était dû au fait qu'un membre du tribunal avait un intérêt personnel dans le procès. Le président de la Société de droit terminait son intervention en indiquant que c'était au législateur d'intervenir afin que de telles pratiques ne puissent plus prospérer.

Projet de règles pour la Haute juridiction

Le vice ministre de la Justice, à ce stade de la discussion, s'est interrogé sur ce qui pouvait être fait au Lesotho pour mettre en place des structures concernant la profession de shérifs adjoints et messagers de la cour.

Le magistrat en chef est intervenu en déclarant que l'idée de fournir un ensemble de règles approprié est louable et constituerait un point de référence s'agissant des obligations et des pratiques procédurales.



Il a également déclaré qu'il ne voulait pas imposer à lui-même ou aux participants à la réunion de passer en revue les points de réforme de façon exhaustive, une prise de conscience étant pour le moment suffisante.

Au moment de conclure la réunion, il a été fait référence aux discussions qui se sont tenues au Swaziland et au fait que Johan Fourie, membre du bureau de l'UIHJ, et le secrétaire permanent de l'UIHJ pour la zone d'Afrique australe, avaient été tous deux sollicités par le Registrars Advisory Committee du royaume du Swaziland, pour préparer des projets de textes de loi pour la Haute cour du Swaziland, mais également de donner des conseils pour traiter de façon efficace et pragmatique les plaintes déposées tant par les citoyens que par les professionnels du droit en matière d'effectivité de la justice.

Les participants de la réunion se sont ensuite accordés pour que Johan Fourie et Robbie Schilz soient à l'avenir requis de fournir la même aide au ministère de la Justice du Lesotho.

Il a cependant été indiqué qu'il était nécessaire que le Lesotho constitue au préalable une association indépendante pour ses shérifs et messagers de la cour.

Pour conclure, le président de séance, M. Monopathi, a remercié chacun pour sa participation et a salué tout particulièrement les membres de la délégation de l'UIHJ tout en présentant les excuses du vice-ministre de la justice, M. Metsing, qui avait dû quitter la réunion pour se rendre à un autre rendez-vous urgent.



Visit of a UIHJ delegation to the Kingdom of Lesotho (14 & 15 February 2006)

The first Vice-President of the UIHJ, Leo Netten, accompanied by board Member Johan Fourie, and by Robbie Schilz, Permanent Delegate for the UIHJ to Southern Africa, paid an official visit to Lesotho on an invitation from the interim Board for Sheriffs in Lesotho, on 14 & 15 February 2006.

First contact with UIHJ

After arrival late afternoon on the 14th February 2006, the delegation was entertained to dinner by the Honorable The Chief Justice Mahapela L. Lehohla, This dinner was attended by the Honorable Thabane, the Minister of Communication, the Honorable Metsing Assistant Minister of Justice, and the Chairman of the interim Board for Sheriffs, the Honorable Justice Mr T. Monapathi, and Mrs Hlajoane Justice of the High Court, and Ms Lebotsa, the acting principal secretary to the Department of Justice, and lastly, but not in the least, the Secretary of the interim Board for Sheriffs, Mathinya Sesioana During the conversations around the table it appeared that the informal Board for Sheriffs, constituted in the Department of Justice under Chairmanship of Justice Monapathi, consisted of six practicing Sheriffs, a representative of the Law Society and the Secretary. The Sheriffs therefore had the main and also effective representation on this body.

It also appeared that an independent Association of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court had not yet been formed in the Kingdom of Lesotho, and that the interim Board for Sheriffs was acting as a committee under Chairmanship of a Judge of the High Court afore mentioned.

During the discussions at this excellent dinner reference was made to the Ohada Treaty, the 1965 Hague Convention and others matters relating to the task of Sheriffs worldwide.

Desperate need for a professional cadre of Deputy Sheriffs

The actual consultations of the delegation led by Leo Netten commenced on Wednesday 15th February 2006, and which meeting was opened by Mr. Justice Monapathi, who referred to the first contact by the Kingdom of Lesotho with the UIHJ when he attended the Pretoria Conference in February 2005. The Honorable the Assistant Minister Mr. M Metsing delivered the main address on behalf of the Honorable Refiloe Moses Masemene, Minister of Justice, Human rights, Law and Constitutional affairs of the Kingdom of Lesotho, who was overseas on an official visit,

In the speech delivered to this consultative session, reference was made of the desperate need for a professional cadre of Deputy Sheriffs in Lesotho, and that because of lack thereof public confidence in the Justice sector was very low and there is much concern about the manner in which Judgments are executed. The presentation further referred to a long history of a series of public allegations about unlawful and fraudulent execution of court orders or judgments.

It was mentioned that in some instances law firms have been accused of arrogating unto themselves the property of deceased persons and have also issued fraudulent court process.

To Basotho (the people of the Kingdom of Lesotho) the Courts are perceived as the epitome of Justice and all that is good and just, and this confidence was betrayed by the Justice system.

Reference was then made to a Lesotho Justice sector conference that was held in July 2004 and in which conference it was recognized that there were serious impediments in developing effective delivery of Justice. It was stated and found that these defects went to the heart of public confidence.

One of the key actions in the Justice sectors Annual Plan 2005/2006 was therefore to improve the execution of Judgments.

Mention was also made that the Government of the Kingdom of Lesotho was so concerned about the ineffective rendering of Justice that it was on the point of establishing an investigatory office to look at and report in regard to unlawful, fraudulent and/or unprocedural court processes and improprieties in the discharge of functions assigned by the Master of the High Court. A notice in the Government Gazette of the Kingdom of Lesotho was expected to appear shortly after the visit by the UIHJ delegation.

A report of this investigatory body is expected in the middle of 2006 and where after it might be necessary, depending on the facts unearthed, to establish a Commission of Inquiry.

In closing the prepared speech by the Minister of Justice paid public tribute to the work done by Mr. Justice Monapathi, who worked tirelessly to bring about the consultative session and also to establish a Lesotho Sheriff Association.

Universal problems

After this speech had been delivered on behalf of the Minister of Justice, the Chairperson of the session, Justice Monapathi, requested Leo Netten to take the floor.

Leo Netten mentioned that certain of the matters raised by the Minister of Justice are in fact universal problems that are being identified as a result of globalization and the disappearing of frontiers. He therefore underlined the necessity for the review of law from time to time and the absolute necessity for communities to have respect for the judicial process – that would include Courts of Law, Judges, administration of Justice, and eventually the effective enforcement of orders of Court.

He also referred to the universal principles as regards human rights regarding enforcement of law, with reference to a fair trial within a reasonable time, and the principle that citizens should be able to assert their legal rights within a reasonable time, and mentioning in closing that a Judgment is useless without enforcement.

Leo Netten then also referred to cross border service of civil documents, and requested Robbie Schilz to continue with the discussion.

The permanent representative for Southern Africa thereupon referred to the necessity of clear and enforceable rules of court, and training of Sheriffs in regard to practice and procedure as provided for in such rules.

He also referred to the necessity of an independent Association of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court, and concluded with a short over view in regard to the tenets of the 1965 Hague Convention on cross Border Service of Judicial and extra Judicial Civil documents.

Thereafter Johan Fourie referred to the creation of the UIHJ in 1952, present



membership of 65 countries, and the outreach to Eastern Europe, Asia and the America's, as also the structure and ideals of the OHADA convention in the Franco phone countries in Africa.

He also dealt with the resolutions taken at the Pretoria Conference in February 2005. The resolution in regard to debt collection was received with mixed feelings – the Sheriff's were very interested in hearing of an avenue of activity that could increase their earnings – on the other hand the reaction from the representatives of the Law Society, the Chief of Police and the local authority was very muted.

An endemic non-payment of fees

Leo Netten then again was given an opportunity to take the consultations further, and he made mention of a remark by the Honorable Chief Judge at the occasion of the dinner the previous evening, when the Chief Judge referred to lots of talk and heads in clouds, and that he, the Chief Judge, wanted to see practical action.

Leo Netten then responded thereto that the consultative session would have to look at the way forward pro-actively.

Justice Monapathi then mentioned some of the problems, amongst them that no uniform law or rules of Court existed.

Mention was also again made of the Human Rights Factor, and in this respect Johan Fourie referred to the possible creation of a Fidelity Fund. He conceded that funding of such a body would be very difficult.

The permanent delegate for Southern Africa then referred to Human Rights and said that this should follow on the training of Sheriffs after a set of Rules had been promulgated – the Human Rights factor could then be included as a part of the training at the point in time when the rights, duties and limits of a Sheriff's powers was discussed at one or more training sessions after such rules became available. Justice Monapathi referred to complaints from members of the public and legal practitioners, in regard to the execution of judgments and even the service of documents, and that presently no clear practice was established to deal with such complaints.

Conversely he also referred to the complaints by Sheriffs that the non-payment of fees was endemic in the Kingdom of Lesotho.

The President of the Law Society of Lesotho said that lack of accountability was at the root of the problem, as perceived by the Law Society, and stated that any form of regulation would go far to address the present unacceptable situation as it existed in the eyes of legal practitioners. He continued and stated that

complaints had frequently been made, and that there were even suggestions that in certain matters the delays in execution took place as a result of the fact that the judiciary in the person of one or a another judge or magistrate had a personal interest in the outcome of a particular matter. He closed in stating that legislation would take away the suspicions that some writs are acted upon and others not.

Draft rules for the High Court

The Deputy Minister at this stage in the discussions referred to the present situation in Lesotho he asked what is being done in regard to a proper set of Rules and the administration of the profession of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court.

The Chief Magistrate contributed by stating that the idea to come up with a proper set of Rules is laudable and said that it would give a reference point to standard obligations and procedural practice.

He also stated that he did not want to impose on himself or the meeting to consider exhaustive legislation. It was agreed that sufficient and effective oversight for immediate attention was necessary.

In concluding the outcome of the discussions in the Kingdom of Swaziland were referred to, and the fact that both Johan Fourie, an UIHJ Board member, and the Permanent Delegate for Southern Africa had been requested by the Registrars Advisory Committee in the Kingdom of Swaziland to attend not only to preparing a set of draft Rules for the High Court of Swaziland, but also to advise on a practical and effective manner in which complaints by either the public, the legal profession or in fact any other interested party, could be dealt with swiftly and effectively.

It was then agreed by the consultative session that Johan Fourie and the Permanent Delegate for Southern Africa would be requested to afford the Ministry of Justice in the Kingdom of Lesotho with the same assistance.

It was however understand that observer membership of the UIHJ was a pre requisite, which could only be granted to an independent Association of Deputy Sheriffs and Messengers of the Court of the Kingdom of Lesotho.

In conclusion the Chairperson of the consultative session, the Honorable Justice Monapathi, thanked those present, and made special mention of the visit of the delegation of the UIHJ.

He also apologized for the fact that the Honorable the Assistant Minister of Justice Mr. Metsing had to leave the meeting early to attend to other urgent official business.